

## Pourquoi le Débat thématique de haut niveau politique de l'Assemblée Générale relatif à l'UNGASS sur la drogue de 2016 est important

Le 7 mai 2015, un débat thématique de haut niveau politique aura lieu à l'Assemblée Générale des Nations Unies, en appui au processus menant à la Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le problème mondial de la drogue (UNGASS), prévue en avril 2016. L'UNGASS marquera un moment critique du débat international sur les politiques en matière de drogues et sera l'occasion de faire une analyse honnête des réussites et des échecs des politiques mondiales de contrôle des drogues. Il existe un besoin urgent de débattre de cette question, ce qui explique qu'en 2012 les Présidents de la Colombie, du Guatemala et du Mexique aient demandé que l'UNGASS soit organisée en 2016 (plutôt qu'en 2019, comme prévu au départ).<sup>1</sup> Le Secrétaire Général des Nations Unies a exhorté les Etats membres à utiliser l'UNGASS pour « engager un débat approfondi et ouvert qui envisage toutes les options ». <sup>2</sup>

Le besoin critique d'avoir un processus étendu et inclusif pour l'UNGASS a aussi été réaffirmé par l'Assemblée Générale :

« Réaffirme la décision qu'elle a prise sur la recommandation de la Commission des stupéfiants de faire précéder la session extraordinaire de 2016 qu'elle consacrerait au problème mondial de la drogue par des préparatifs ouverts à tous comprenant de vastes consultations sur les questions de fond, qui permettront aux organismes, entités et institutions spécialisées du système des Nations

Unies, aux organisations internationales et régionales compétentes, à la société civile et aux autres acteurs concernés de contribuer pleinement aux travaux, conformément aux dispositions pertinentes du règlement intérieur et à la pratique établie » (Résolution 69/201 para. 49, italiques ajoutés).

Les préparatifs menant à l'UNGASS sont déjà en cours depuis plusieurs mois, sous l'égide de la Commission des Stupéfiants (CND) basée à Vienne, et les discussions les plus récentes ont eu lieu lors d'un Segment Spécial sur l'UNGASS tenu en mars dans le cadre de la 58<sup>ème</sup> Session de la CND.<sup>3</sup>

Le débat thématique de haut niveau politique du 7 mai, exigé par la Résolution 69/201<sup>4</sup> de l'Assemblée Générale, sera la première discussion de fond tenue à New York au sujet des préparatifs de l'UNGASS et offre donc une occasion importante d'impliquer la famille élargie des Nations Unies et les missions étatiques basées à New York. Bien que les préparatifs de l'UNGASS tombent sous le mandat<sup>5</sup> de la CND, le fait que ce débat ait lieu sous les auspices de l'Assemblée Générale sous la forme d'une « session extraordinaire » offre une occasion unique de donner l'urgence et l'importance nécessaires aux discussions relatives à l'avenir du contrôle des drogues.

Nous appelons avec insistance les Etats membres à participer pleinement au débat thématique du 7 mai à New York, en particulier car :

- **L'Assemblée Générale se compose des 193 membres de l'Organisation des Nations Unies et « occupe une position centrale en tant que principal organe de délibération, d'élaboration des politiques et de représentation de l'Organisation des Nations Unies ».**<sup>6</sup> Le débat thématique de haut niveau politique permettra de faire valoir de nouvelles perspectives, en particulier celles des Etats membres qui n'ont pas de représentation permanente à Vienne (environ un tiers des 193 Etats membres de l'ONU n'en ont pas) et qui n'ont donc jusqu'à maintenant pas réellement été engagés dans les débats. Il est essentiel qu'avant l'UNGASS toutes les perspectives soient entendues et débattues.
- En ce qui concerne les apports techniques et d'experts, **tous les organismes onusiens compétents doivent être encouragés à participer aux préparatifs** et l'événement du 7 mai permet à la famille élargie des Nations Unies de participer pleinement à un débat de fond avant l'UNGASS. Les sessions extraordinaires de l'ONU sont des moments rares et essentiels dans les processus politiques au niveau des Nations Unies et sont conçus pour assurer une réponse cohérente de l'ensemble du système onusien aux problèmes les plus préoccupants pour la communauté internationale, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent au niveau des discussions sur les politiques mondiales en matière de drogue. Tous les organismes compétents des Nations Unies devraient donc jouer un rôle actif lors de la session et tout au long du processus de préparation.
- **L'importance d'assurer un débat équilibré, ouvert et inclusif** exige que des discussions aient lieu dans plusieurs endroits d'importance stratégique pour l'ONU. Comme indiqué ci-dessus, le processus préparatoire a jusqu'ici été centré à Vienne, là où se trouvent les structures de contrôle des drogues des Nations Unies. Quelques inquiétudes sur le caractère ouvert et inclusif des débats relatifs à l'UNGASS ont été soulevées par la possibilité que tous les préparatifs soient concentrés à Vienne. Par exemple, la primauté des droits humains et le rôle central de la santé publique dans les débats onusiens sur les politiques en

matière de drogues n'ont été que tardivement mis en relief au cours de ces dernières années. Sur le plan de la santé, l'OMS et l'ONUSIDA ont des mandats qui sont directement concernés par les politiques mondiales de contrôle des drogues. De même, l'impact du contrôle des drogues sur les programmes de développement rend essentielle l'implication des institutions basées à New York, comme le Programme de Développement des Nations Unies (qui a récemment fait un excellent exposé à l'appui des débats de l'UNGASS<sup>7</sup>). Enfin, en ce qui concerne les droits humains, le Conseil des Droits de l'Homme a récemment adopté une résolution historique intitulée « Contribution du Conseil des Droits de l'Homme pour l'Assemblée Générale de l'ONU sur le problème mondial de la drogue en 2016 »,<sup>8</sup> coparrainée par 47<sup>9</sup> pays d'Europe, d'Amérique Latine, d'Asie, d'Afrique et d'Océanie. La résolution convoque un panel d'experts pour discuter des politiques en matière de drogues et de leur impact sur les droits humains. Elle demande également au Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme de produire un rapport technique sur cette question afin d'éclairer les débats de l'UNGASS. L'ouverture du débat, en incluant d'autres instances clés des Nations Unies basées à New York et à Genève, est donc d'une importance primordiale.

- La **participation significative de la société civile** est décrite dans la Résolution 58/8 de la CND, intitulée « Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale sur le problème mondial de la drogue en 2016 ».<sup>10</sup> Le Groupe de Travail de la Société Civile (CSTF, sigle en Anglais), qui a maintenant été officiellement présenté, est soutenu par le Président du Conseil de l'UNGASS et par le Directeur Exécutif de l'ONUDC comme principal vecteur de participation de la société civile dans le processus de l'UNGASS. Le CSTF tiendra une audience pour la société civile le 6 mai et jouera également un rôle primordial dans le processus de sélection des représentants qui devront parler au nom de la société civile au cours du débat lui-même.

Le document de réflexion sur le débat thématique de haut niveau politique, distribué

par le Président de l'Assemblée Générale le 2 avril, fournit un cadre général pour l'événement et identifie quelques questions clés devant être abordées sur les défis, les leçons apprises et les meilleures pratiques concernant le problème de la drogue dans le monde. Pour que la coopération internationale en matière de drogue continue, il est primordial que les Etats membres soient honnêtes à propos de « ce qui a ou n'a pas marché » dans le cadre des politiques existantes, et s'engagent à mener un processus pour l'UNGASS (y compris pour les préparations) qui assure que les politiques internationales de contrôle des drogues respectent les principes fondamentaux de l'ONU : c'est-à-dire les droits humains, la sécurité citadine, la santé publique et le développement.

De nombreux Etats membres, cherchant à assurer un processus UNGASS ouvert et inclusif, se sont battus sans relâche afin d'obtenir l'organisation du débat thématique de haut niveau politique du 7 mai à New York. C'est une occasion unique et rare. Il est donc essentiel que les Etats membres lui accordent la priorité qu'elle mérite en y participant au plus haut niveau possible et en demandant que leurs missions basées à New York soient pleinement informées avant le débat.

Le Consortium International sur les Politiques des Drogues (IDPC, sigle en Anglais) est un réseau mondial de plus de 130 organisations de la société civile qui se rejoignent pour promouvoir un débat ouvert sur les politiques nationales et internationales en matière de drogue. Le Consortium a convenu de cinq « demandes » principales que les membres de l'IDPC soutiendront d'ici à 2016 :

- **DEMANDE 1: Assurer un débat ouvert et inclusif**
- **DEMANDE 2: Recadrer les objectifs des politiques en matière de drogue**
- **DEMANDE 3: Soutenir l'expérimentation et l'innovation en matière de politiques**
- **DEMANDE 4: Mettre fin à la criminalisation des populations les plus affectées**
- **DEMANDE 5: S'engager à suivre une approche de réduction des risques pour améliorer la santé et le bien-être des usagers de drogues**

Pour plus d'informations sur les demandes de l'IDPC pour l'UNGASS, veuillez consulter ce lien :

<http://idpc.net/fr/publications/2014/10/la-route-vers-l-ungass-de-2016-les-demandes-de-l-idpc-sur-le-processus-et-les-politiques> .

### Notes:

1. <http://idpc.net/blog/2013/09/latin-american-leaders-bring-drug-policy-debate-to-the-un>
2. <http://www.un.org/sg/statements/index.asp?nid=6935>
3. [http://www.unodc.org/documents/commissions/CND/CND\\_Sessions/CND\\_58/E2015\\_28\\_ADVANCE\\_UNEDITED\\_VERSION.pdf](http://www.unodc.org/documents/commissions/CND/CND_Sessions/CND_58/E2015_28_ADVANCE_UNEDITED_VERSION.pdf)
4. [http://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/69/201&referer=/english/&Lang=E](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/69/201&referer=/english/&Lang=E)
5. Selon la résolution A/RES/69/201
6. <http://www.un.org/en/ga/about/background.shtml>
7. [http://www.unodc.org/documents/ungass2016/Contributions/UN/UNDP/UNDP\\_paper\\_for\\_CND\\_March\\_2015.pdf](http://www.unodc.org/documents/ungass2016/Contributions/UN/UNDP/UNDP_paper_for_CND_March_2015.pdf)
8. <http://www.cels.org.ar/Res%20Drugs%20Tabled%20Version.pdf>
9. Albanie, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Botswana, Brésil, Bulgarie, Chile, Colombie, Costa Rica, Croatie, Chypre, Danemark, Equateur, Espagne, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Haïti, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Israël, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Mexique, Moldavie, Hollande, Nouvelle-Zélande, Norvège, Panama, Paraguay, Portugal, Roumanie, Rwanda, Slovénie, Suède, Suisse, Timor-Leste, Thaïlande, Turquie, Uruguay
10. [http://www.unodc.org/documents/commissions/CND/CND\\_Sessions/CND\\_58/E2015\\_28\\_ADVANCE\\_UNEDITED\\_VERSION.pdf](http://www.unodc.org/documents/commissions/CND/CND_Sessions/CND_58/E2015_28_ADVANCE_UNEDITED_VERSION.pdf)

---

### En savoir plus sur cette note de plaidoyer

Le débat thématique de haut niveau politique du 7 mai, exigé par la Résolution 69/201 de l'Assemblée Générale, sera la première discussion de fond tenue à New York au sujet des préparatifs de l'UNGASS et offre donc une occasion importante d'impliquer la famille élargie des Nations Unies et les missions étatiques basées à New York. Bien que les préparatifs de l'UNGASS tombent sous le mandat[1] de la CND, le fait que ce débat ait lieu sous les auspices de l'Assemblée Générale sous la forme d'une « session extraordinaire » offre une occasion unique de donner l'urgence et l'importance nécessaires aux discussions relatives à l'avenir du contrôle des drogues.

#### **International Drug Policy Consortium**

Fifth Floor, 124-128 City Road  
Londres EC1V 2NJ, Royaume-Uni

**Tél:** +44 (0) 20 7324 2975  
**Courriel:** [contact@idpc.net](mailto:contact@idpc.net)  
**Site internet:** [www.idpc.net](http://www.idpc.net)

### En savoir plus sur l'IDPC

Le Consortium International sur les Politiques des Drogues (IDPC) est un réseau mondial d'ONG spécialisés dans les questions relatives à la production, au trafic et à la consommation de drogues. L'IDPC promeut un débat ouvert et objectif sur l'efficacité, la direction et le contenu des politiques nationales et internationales relatives à la drogue, et soutient des politiques basées sur des preuves scientifiques solides et cherchant à réduire les dommages liés à la drogue. L'IDPC produit des documents d'information, diffuse les rapports de ses organisations membres et offre des conseils experts aux responsables politiques à travers le monde.

© International Drug Policy Consortium Publication 2015  
Report design by Mathew Birch - [mathew@mathewbirch.com](mailto:mathew@mathewbirch.com)

---

Financé, en partie, par:

